

ARRETE n° 2025/VOI/375

OBJET : Pose de fourreaux sous trottoir 17 rue de Cergy

Le Maire d'OSNY,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-28 et L 2213-2,

VU le Code de la Route, notamment ses articles R211-25 et suivants, R417-10 et suivants,

VU l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes,

VU la permission de voirie de la CACP en date du 20 juin 2025

CONSIDERANT la demande de la société Entreprise Télécom Services en date du 23 mai 2025 intervenant pour le compte de la société COLT afin d'exécuter des travaux pose de fourreaux 17 rue de Cergy à Osny,

CONSIDERANT que la circulation doit être réglementée pour assurer l'exécution de ces travaux dans de bonnes conditions,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Durant la période du 9 au 15 juillet 2025, l'entreprise ETS est autorisée à intervenir 17 rue de Cergy, à Osny.

ARTICLE 2 :

La vitesse sera réglementée à 30 km/h et il sera interdit de doubler.

À tout moment, le passage devra être libre pour les véhicules de sécurité (pompiers, ambulances, médecins,...).

Le chantier devra être momentanément replié pour permettre si besoin le passage des bus.

ARTICLE 3 :

Les engins évoluant sur la chaussée seront équipés d'un gyrophare et de bandes réfléchissantes. Le port de gilet fluorescent par les ouvriers travaillant sur la chaussée est obligatoire. La signalisation du chantier sera conforme à l'Arrêté Interministériel du 25 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 :

Les panneaux indiquant ces restrictions seront apposés par la société ENTREPRISE TELECOM SERVICES 219 RUE DES MARAIS - 94120 FONTENAY SOUS BOIS – mail : tcharon@sas-ets.fr tel 06.87.47.04.57.

ARTICLE 5 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par procès-verbaux. Les sanctions applicables sont définies dans les articles R413-14 et R413-14.1 du Code de la route. Si nécessaire, les procès verbaux de l'infraction seront transmis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de CERGY, le Chef de la police Municipale et les agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'Etat.

Fait à Osny, le 8 juillet 2025

Jean-Michel Levesque,



Maire